

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Passé sous la forme d'une procédure adaptée suivant décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015

MAITRE D'OUVRAGE :



Commune de Arromanches-les-Bains
Représentée par son Maire
Place Alphonse Trémoulet
14117 ARROMANCHES-LES-BAINS
Tél : 02 31 22 36 70
Courriel : mairiearromanches@wanadoo.fr
Profil acheteur : <https://www.uamc14.org/arromanches>

MAÎTRISE D'OEUVRE :



SARL VRD SERVICES.
Représentée par son gérant, M. LEDOS David
11 rue Bel Air
14790 VERNON
Tél : 02.31.85.62.88.
Mobile : 06.61.53.62.83
Courriel : ledos@vrd-services.fr

**MA / 1318, Création d'une plateforme engazonnée
renforcée sur la parcelle AD34**

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 22 mars 2019, à 09h00

R.C.

Règlement de la Consultation

**La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature électronique n'est exigée au stade du dépôt du pli. La signature sera exigée du seul attributaire du marché.
Voir les détails dans ce règlement de la consultation.**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
2.1 - DUREE DU MARCHÉ - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
<u>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</u>	<u>5</u>
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	5
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
<u>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>6</u>
5.1- MODALITE DE REMISE DES OFFRES	6
5.2 - DOCUMENT A PRODUIRE	7
5.3 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT SUSCEPTIBLE D'ETRE RETENU	8
5.4 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ	8
5.5 –VARIANTES	8
5.6 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	8
<u>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>10</u>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
8.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	10
8.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	10
<u>ARTICLE 9 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	<u>11</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux de Création d'une plateforme engazonnée renforcée sur la parcelle AD34.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

1.3 - Décomposition de la consultation

Allotissement :

L'opération comporte un lot unique.

Tranches optionnelles :

Il n'est pas prévu de tranche optionnelle.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Le marché sera attribué, selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique,
- soit avec des entreprises groupées.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement (A.E) et le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P).
La date du démarrage impératif des travaux est fixée au 08 avril 2019.

2.2 - Variantes

2.2.1 - Variantes exigées par l'acheteur public

Sans objet.

2.2.2 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires :

Elles sont autorisées au nombre maximum de 2 (deux) suivant les exigences minimales suivantes :

- _ pente en travers maximum de 4%.
- _ portance minimale sous terre-pierre de 25 Mpa.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront mandatées dans un délai de 17 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprise ou établissements visés par l'article 36 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 3 : Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

VRD SERVICES, 11 rue Bel Air, 14790 Verson

La mission du maître d'œuvre est une mission complète conformément à la loi « MOP » n°85-704 du 12 juillet 1985.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- 1 - Le présent règlement (R.C.) ;
- 2 - l'acte d'engagement (AE)
- 3 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 4 - Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- 5 - Le détail estimatif (D.E.) ;
- 6 - Le plan de situation ;
- 7-1 Vue en plan du projet
- 7-2 Vue aérienne du projet.
- 7-3 Plan projet format Mensura
- 7-4 Plan projet format Autocad

Le dossier est téléchargeable gratuitement sur le site internet du profil acheteur : <https://www.uamc14.org/arromanches>

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Nb : Conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, il est rappelé qu'une offre n'a plus à être signée, qu'elle soit sous une forme « papier ou électronique ».

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou à défaut traduits en langue française, ainsi que les documents de présentations associés. Elles seront exprimées en EURO.

5.1- Modalité de remise des offres

Les offres seront obligatoirement transmises par voie électronique sur le site internet du profil acheteur : <https://www.uamc14.org/arromanches>

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation, le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique indiquée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence à la rubrique "Conditions de remise des offres ou des candidatures".

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- ⇒ L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- ⇒ La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- ⇒ Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- ⇒ Les documents à fournir, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- ⇒ Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, doc, xls, odt seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- ⇒ Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, elles seront réputées n'avoir jamais été reçues.

Dans l'éventualité de la transmission d'une copie de sauvegarde (Cd-Rom ou papier), celui-ci sera envoyé en R+AR ou remis contre décharge à l'adresse du maître d'ouvrage avant la date et heure limite de réception des offres indiquées en page de garde du présent règlement, suivant les jours et heures d'ouverture indiqués à l'article 7.

5.2 - Document à produire

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

5.2.1 Sous-dossier de candidature :

Dans le 1^{er} sous-dossier (pièces relatives à la candidature) :

- Conformément à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les formulaires **DC1 et DC2**, téléchargeables sur le site www.economie.gouv.fr, dûment complétés, ou tout autre document qui comprendra les mêmes renseignements prévus dans ces 2 formulaires.
- Copie du ou des jugements dans le cas où le candidat est en règlement judiciaire

5.2.2 Sous-dossier contenant l'offre :

Dans le 2^{eme} sous-dossier (pièces relatives à l'offre) :

Les éléments nécessaires au projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E) : cadre ci-joint à compléter sans modification
- Le bordereau des prix (B.P.U) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Le détail estimatif (D.E) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Le mémoire technique qui devra comporter :
 - ⇒ Reportage photographique du site des travaux projetés permettant de vérifier la visite des lieux par l'entrepreneur.
 - ⇒ Un planning détaillé par postes avec engagement sur la date de démarrage des travaux au 08/04/2019.
 - ⇒ Une note explicative décrivant la méthodologie avec moyens matériel mis en œuvre.

5.3 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

L'ensemble des pièces et justificatifs prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP.

5.4 Documents à fournir par l'attributaire du marché

A l'issue de la procédure et de l'éventuelle mise au point de marché prévue à l'article 64 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, l'acheteur public retournera l'acte d'engagement signé. Le candidat lui renverra daté et signé, dans un délai de 5 jours ouvrables.

5.5 – Variantes

Les offres éventuelles de variantes seront présentées sous la forme d'un DE et d'un BPU qui indiquera la mention « Variante n° »

5.6 - Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60, 62 et 64 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- 1-Garanties et capacités techniques et financières**
- 2-Références professionnelles**

Les critères pour le jugement des offres de chaque lot sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1-Prix des prestations	70
2-Valeur technique	30

Les propositions financières seront appréciées en points selon la méthodologie suivante qui sera appliquée aux offres recevables techniquement et recevables économiquement au regard de l'estimation des services :

Note de l'offre considérée = 10 x (offre la plus basse / offre considérée), en considérant que l'offre la plus basse aura pour note, la note 10.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

La note ainsi obtenue se verra appliquer le coefficient de pondération du prix.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il sera fait usage de l'article 60 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pour détecter les offres anormalement basses.

La valeur technique sera notée au vu des éléments du mémoire technique cités ci-dessous, par application d'un nombre entier compris entre 2 et 20 (pour les points notés sur 20) et entre 4 et 40 (pour les points notés sur 40).

- 10 : valeur technique très bonne
- 8 : valeur technique bonne
- 5 : valeur technique correcte
- 3 : valeur technique insuffisante
- 1 : valeur technique non satisfaisante

La valeur technique des prestations sera jugée en fonction des critères suivants :

- ⇒ Reportage photographique des lieux et de ses abords, **noté sur 20.**
- ⇒ Un planning détaillé par postes, avec engagement sur la date de démarrage des travaux au 08/04/2019. **noté sur 40.**
- ⇒ Une note explicative décrivant la méthodologie avec moyens matériel mis en œuvre **noté sur 40.**

La somme de ces notes permettra d'établir un total sur 100 qui sera ramené à une note sur 10. Cette note sera ensuite multipliée par le coefficient de pondération qui est associé aux critères de la valeur technique.

La somme des notes pondérées est ensuite calculée pour donner une note globale à l'offre sur 10 points.

Les notes pondérées de chacun des critères seront arrondies à la deuxième décimale.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit éventuel de négocier avec les soumissionnaires ayant remis les 2 meilleures offres. Cependant, il pourra décider au vu des offres remises, de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Le candidat ayant obtenu la note maximale obtiendra le marché.

En cas d'ex aequo, c'est l'offre de l'opérateur économique disposant de la note la plus élevée sur le critère le plus fortement pondéré (à savoir le prix) qui sera retenue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévus à l'article 5.3. Dès réception de ces documents, les opérateurs économiques non retenus en seront informés par simple courrier.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

CF. ARTICLE 5 DU PRÉSENT RÈGLEMENT.

Pour information, en cas de remise d'une copie de sauvegarde de l'offre, celle-ci devra intervenir dans les heures d'ouverture de la mairie d'Arromanches à savoir :

__ lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 sauf le vendredi de 14h00 à 16h30.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard **7 jours avant la date limite de réception des offres, sur la plateforme du profil acheteur** : <https://www.uamc14.org/arromanches>

Renseignements administratifs et techniques :

VRD SERVICES
M. LEDOS, ledos@vrd-services.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 4 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

La visite sur site est fortement conseillée (prise en compte dans la notation de la valeur technique). Aucune visite avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre n'est prévue.

Article 9 : Clauses complémentaires

Le tribunal administratif territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc - BP 536 - Téléphone : 02.31.70.72.72

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification.

Il est également possible de recourir au référé précontractuel jusqu'à la signature du marché.

Les candidats sont informés que toutes les données transmises dans le dossier de consultation sont **STRICTEMENT CONFIDENTIELLES**. Il en va de leur **RESPONSABILITE** dans le cas d'un usage autre que pour formuler leur réponse à la consultation.